RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

QUATRIEME CIRCONSCRIPTION

ÉLECTION DU 12 et 19 MARS 1978



FRONT AUTOGESTIONNAIRE

BATTRE LA DROITE, BATTRE PEYREFITTE

Peyrefitte et les siens annoncent le bout du tunnel, réclament la confiance de la population, voudraient rendre crédible leur "Société libérale avancée".

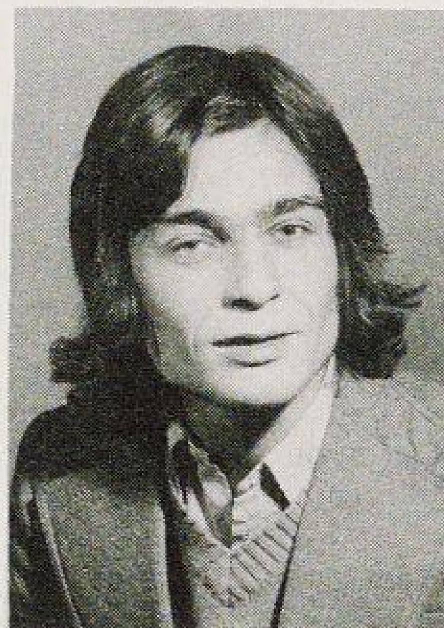
Dans le même temps, Monsieur Peyrefitte et les siens envoient les C.R.S. dans les usines occupées par les salariés, licencient les responsables syndicaux.

Ils imposent les centrales nucléaires sans l'avis de la population (Nogent-sur-Seine) et ils emploient la force contre ceux qui s'opposent à ces pratiques (Malville).

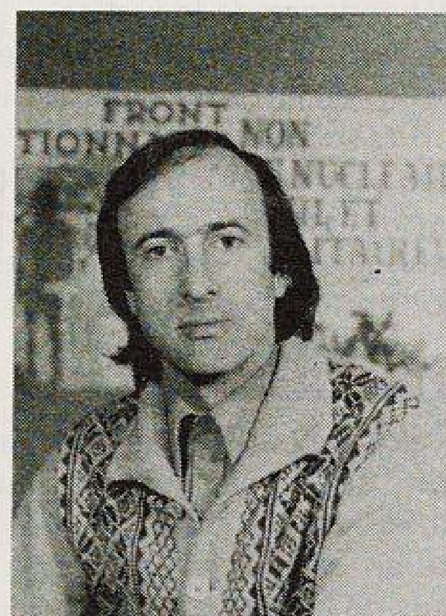
Peyrefitte et les siens jugent les immigrés indésirables, ils les emprisonnent, au mépris de leur propre légalité, avant de les "réexpédier" dans leur pays d'origine (prison d'Arenc à Marseille).

Peyrefitte bafoue le Droit d'Asile en extradant Klaus Croissant, construisant ainsi l'Europe policière.

Peyrefitte et les siens, responsables de la violence quotidienne (chômage, condition de vie et de travail) exploitent la violence individuelle afin de renforcer l'appareil policier (10.000 policiers en plus suite aux récentes affaires de banditisme).



CANDIDAT
PIERRE HENRY
Maitre d'externat



SUPPLÉANT
MICHEL DETOT
Agent technique

POUR UNE NOUVELLE GAUCHE SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE

La majorité du PS analyse la crise comme la conséquence d'une guerre de suprématie technologique entre les nations industrialisées. Il estime que la France doit y prendre place de la façon la plus efficace possible. Il soutient donc une politique économique axée sur le développement des secteurs de pointe. Pour le PS, l'heure est aux "managers de gauche" pour une "gestion humaine" du capitalisme.

Pour le PC, la crise devrait pouvoir se résoudre par un changement des directions. Cela diffère peu, quant au fond, des principes du PS. Mais la méthode proposée est différente. Il faudra gérer différemment, après avoir retranché du capitalisme les secteurs stratégiques, les monopoles. Pour cela, il faut changer les responsables, d'où l'accent mis par le PCF sur l'ampleur des nationalisations et la désignation des directions.

Pour que l'une ou l'autre de ces stratégies puisse se réaliser, les deux grands partis de la gauche ont besoin d'une base sociale qui leur fasse confiance, le programme commun de gouvernement était donc le train de mesures sociales nécessaires à cet appui populaire. Il répond en effet à la satisfaction de revendications syndicales pressantes. Il permettait également les premières réformes de structures nécessaires au développement des deux stratégies en présence, mais la crise s'accentuant, chacun des partenaires (PS et PCF) est obligé d'aller plus avant dans sa démarche propre et c'est la rupture constatée au détriment de l'unité populaire née du désir de changement profond.

Or, la population n'est pas restée inactive depuis 1968. De nouvelles formes de luttes se sont développées en France et dans la région, autour de nous : lutte contre le Nucléaire (contre l'implantation de la centrale de Nogent-sur-Seine), luttes des femmes (centre d'orthogénie de Montereau), lutte des travailleurs immigrés (foyer SONACOTRA), lutte non violente et antimilitariste, lutte pour la reconnaissance des droits de réunion, d'information et d'organisation dans l'armée (Sourdun), lutte dans les entreprises (Sovirel, Idéalstandard, Polylac, Lutherna, Pongelot...), luttes écologistes pour le contrôle du cadre de vie. Autant d'actions qui manifestent une volonté populaire de Vivre et Travailler Autrement, et qui impliquent une nécessaire coordination pour les luttes à venir.

L'UNITÉ POPULAIRE NÉCESSAIRE POUR IMPOSER LE CHANGEMENT DE LA SOCIÉTÉ SE DÉVELOPPE PLUS SUREMENT AUTOUR DES NOMBREUSES LUTTES OU LES TRAVAILLEURS ET LA POPULATION PRENNENT LEURS AFFAIRES EN MAIN

LIBERTÉS ET DROIT A LA DIFFÉRENCE

LIBERTÉ DES FEMMES ET RECONNAISSANCE DE LEURS DROITS

- Information pour la contraception;
- Droit réel à l'avortement;
- Campagne idéologique contre le viol;
- Ouverture de centres d'orthogénie, d'informations juridiques et d'accueil pour les femmes en difficulté;
- "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL";
- Créations de garderies et de crêches (1000 places dans la circonscription.

LIBERTÉS ET DROITS DES IMMIGRÉS

- Mêmes droits que les travailleurs français;
- Abrogation de la circulaire raciste STOLERU;
- Droit de vote.

POSSIBILITÉ DE BIEN VIVRE SA VIEILLESSE

- Gestion par les personnes âgées des équipements qui leur sont destinés.
- Salaire mensuel minimum 80 % du SMIG.

LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET PUBLIQUES

- Limitation des pouvoirs du président de la république.
- Indépendance de la justice.
- Suppression des tribunaux d'exception.
- Non intervention de la police ou de l'armée dans les conflits sociaux.
- Droit à un emploi utile pour tous.
- Interdiction de la médecine contrôlée par le patronat.
- Reconnaissance de l'homosexualité.
- Abolition de la peine de mort.



DROITS DES SOLDATS

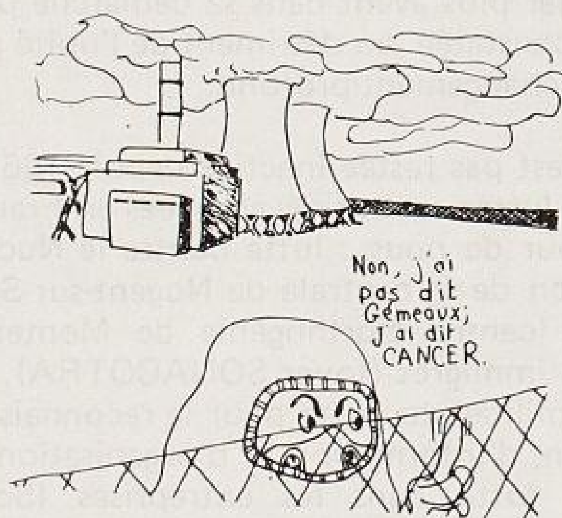
- Développer un débat national : Quel type d'armée ?
- Droit de réunion, d'informations, d'organisation dans l'armée.
- Soutien aux luttes contre la militarisation de la société.
- Refus de la force de frappe.
- Établissement d'une solde égale au SMIG.
- Réduction du temps d'incorporation et près du domicile.
- Droit à l'objection de conscience.

LIBERTÉ DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE

- Remise en cause de la hiérarchie.
- Extension des libertés syndicales et politiques.
- Mise en place de conseils d'atelier élus.
- Droit des travailleurs à demander la nationalisation de leur entreprise sous leur contrôle, autogestion de l'entreprise.
- Satisfaction des revendications syndicales (SMIG, RETRAITE, RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL).

CONTRE-PROPOSITIONS AU CHOIX EN ÉNERGÉTIQUES ACTUELS

Le choix énergétique, du fait de ses incidences, détermine le type de société et nos conditions de vie. Le choix du tout nucléaire mène vers l'impasse d'une société policière, centralisée, dangereuse, incertaine, dépendante des grands groupes financiers. C'est pourquoi nous soutenons une politique énergétique rediscutée dans son ensemble sur les bases suivantes :



- Arrêt du programme nucléaire gouvernemental sur lequel existent d'énormes inconnues technologiques, écologiques, médicales, économiques et sociales.
- Analyse collective des besoins en énergie du pays.
- Donner la priorité à la consommation collective.
- Favoriser les investissements permettant les économies d'énergie.
- L'organisation de nouveaux rapports de coopération avec les pays producteurs de matières premières.
- L'attribution de moyens importants pour la recherche et le développement des énergies dites nouvelles (solaire, géothermie, éolienne...).
- Organismes de recherche, indépendants d'E.D.F., du C.E.A. et du secteur industriel.



JE VOTE POUR LE
FRONT AUTOGESTIONNAIRE
ET SES CANDIDATS

HENRY **DETOT**

IMPRIMERIE HERMANT — 77810 THOMERY